

## Introduction : Division du travail militant et articulation des rapports de pouvoir dans les mouvements sociaux

Xavier Dunezat, Eisa Galerand

---

### Citer ce document / Cite this document :

Dunezat Xavier, Galerand Eisa. Introduction : Division du travail militant et articulation des rapports de pouvoir dans les mouvements sociaux. In: Raison présente, n°186, 2e trimestre 2013. Les conflits dans le mouvements sociaux. pp. 9-14;

doi : <https://doi.org/10.3406/raipr.2013.4461>

[https://www.persee.fr/doc/raipr\\_0033-9075\\_2013\\_num\\_186\\_1\\_4461](https://www.persee.fr/doc/raipr_0033-9075_2013_num_186_1_4461)

---

Fichier pdf généré le 17/03/2019

## INTRODUCTION

### DIVISION DU TRAVAIL MILITANT ET ARTICULATION DES RAPPORTS DE POUVOIR DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX

*Xavier Dunezat\* et Elsa Galerand\*\**

Attentif aux différents rapports de pouvoir qui structurent ensemble nos sociétés<sup>1</sup>, ce dossier voudrait contribuer à rendre visible<sup>2</sup> l'épaisseur des dynamiques conflictuelles qui concourent à former et déformer les mouvements sociaux<sup>3</sup>. Ces derniers constituent en effet un terrain privilégié pour penser le conflit social et sa complexité.

Les contributions réunies ici croisent le paradigme du rapport social (Kergoat, 2012 ; Pfefferkorn, 2007) et la sociologie des mouvements sociaux (Fillieule et al., 2009) pour interroger les pratiques combattives telles qu'elles se déploient dans les mobilisations progressistes. En ouvrant la boîte noire des hiérarchies militantes, ces contributions montrent que les espaces militants sont aussi traversés par des conflits, des logiques de domination et de résistance qui structurent toute la société. Dans une période marquée par la mobilisation des droites françaises dans le mouvement dit de « la manif pour tous », il peut paraître risqué de pointer les ambivalences et les contradictions qui traversent les luttes des dominé-e-s. Néanmoins, ce dossier espère contribuer à la réflexion sur ce qui vient miner de l'intérieur les tentatives d'émancipation en offrant un écho sociologique – sinon politique – aux dominé-e-s du militantisme qui résistent souvent dans l'ombre... sans renoncer à militer.

---

\* Professeur de Sciences économiques et sociales en lycée public à Rennes. Membre associé du CRESPPA-GTM.

\*\* Professeure au département de sociologie de l'UQAM depuis juillet 2011, membre du RéQef.

1. Voir le n°178 de *Raison présente* : « Articuler les rapports sociaux : classes, sexes, races », 2e trimestre 2011.

2. Cette visibilité a déjà fait l'objet de nombreux travaux en France. Voir par exemple Kergoat et al., 1992 ; Cossy et al., 2005 ; Fillieule et Roux, 2009.

3. Par mouvement social, nous désignons toute « *forme d'action collective concertée en faveur d'une cause* » (Neveu, 2002).

### L'ACTION COLLECTIVE AU PRISME DES RAPPORTS SOCIAUX

Trois principaux clivages – trois rapports sociaux – sont ici mobilisés, parfois articulés<sup>4</sup>, pour lire la dynamique des mobilisations : le rapport de sexe, le rapport de classe, le rapport de race<sup>5</sup>. Mais d'autres clivages sont aussi mobilisés, comme celui de sexualité<sup>6</sup>. Du côté des luttes sociales, ce dossier témoigne de la diversité des enjeux ou des raisons de se mobiliser. Mobilisations environnementales (Jone Martinez Palacios), de sans-papiers (Renaud Charasse), « gouines » (Sarah Nicaise), féministes (Fanny Bugnon, Artemisa Flores Espínola), réseau de la gauche mouvementiste (Irène Pereira) viennent côtoyer la palette des mobilisations davantage associées, sinon au mouvement ouvrier, du moins au salariat : mobilisations syndicales (Lena Catalan Marcos), mobilisations des auxiliaires de vie scolaire (Suzy Bossard).

Cette double entrée par l'hétérogénéité des luttes – et des rapports sociaux – que revêt la conflictualité sociale confère un triple intérêt à ce dossier. D'abord, il ne cède pas au coup de force symbolique qui voudrait rendre certaines luttes plus secondaires, comme celle des « gouines » (Nicaise) ou celle des sans-papiers (Charasse). Ensuite, il rend visible des modes de participation qu'une certaine sociologie ne voit pas, comme le recours à la violence chez les femmes (Bugnon) ou l'usage d'espaces de participation politique non identifiés (Martinez Palacios). Enfin, il illustre le fait que les luttes sociales – le mouvement féministe notamment – contribuent de manière décisive à « faire science » : d'une part, ces luttes renouvellent les modes de production de la connaissance (Flores Espínola) et orientent la posture du sociologue (Pereira) ; d'autre part, les luttes de classe sont éclairées par les lunettes de l'analyse féministe (Bossard, Catalan Marcos).

Au-delà de cette présentation générale, deux axes – plus ou moins mobilisés simultanément dans les diverses contributions – peuvent être dégagés.

---

4. Les contributions sont, pour la plupart, issues d'un atelier de travail du 6<sup>e</sup> congrès des recherches féministes francophones de Lausanne (29 août – 2 septembre 2012). Cet atelier était consacré à l'analyse des mouvements sociaux à partir de la problématique genre/sexe-classe-race.

5. Voir le n° 174 de *Raison présente* : « Racisme, Race et Sciences Sociales », 2<sup>e</sup> trimestre 2010.

6. Voir le n° 185 de *Raison présente* : « Sexualités, normativités », 1<sup>er</sup> trimestre 2013.

### L'ORGANISATION DU TRAVAIL MILITANT COMME ENJEU DE LUTTE À L'INTÉRIEUR DES GROUPES MOBILISÉS

D'abord, pour repérer les logiques de domination et de résistance qui opèrent à l'intérieur des espaces-temps militants, plusieurs contributions proposent un détour par le « *travail militant* » (Nicourd, 2009). Cette notion veut désigner l'ensemble des activités que suppose et secrète l'action collective. Or, l'organisation de ces activités – soit la manière dont le travail militant est ou n'est pas divisé, accaparé, assigné, mais aussi valorisé ou déqualifié – devient ici un indicateur grâce auquel on peut voir les rapports sociaux s'actualiser à l'intérieur même des groupes mobilisés.

A partir des luttes en faveur des sans-papiers, Renaud Charasse montre que la lutte mixte – associant sans-papiers et soutiens – se traduit par une division racisée du travail militant, orientée par les soutiens, qui suscite un engagement précaire et passif des sans-papiers. Cette domination des soutiens apparaît cependant déstabilisée par l'auto-organisation des sans-papiers qui parviennent à subvertir partiellement l'ordre militant – y compris dans la lutte mixte – en imposant une nouvelle identification (celle de migrants plutôt que celle de sans-papiers) et en se donnant les moyens d'un apprentissage collectif hors du contrôle des soutiens. Cette dynamique pérennise l'engagement de certains sans-papiers.

De son côté, Jone Martinez Palacios met en évidence la division sexuelle des espaces et des tâches militants qui reconfigure une forme de domination masculine dans les mobilisations environnementales au Pays Basque et en Catalogne. Prenant le contre-pied de la théorie traditionnelle du *gender gap* selon laquelle les femmes seraient moins enclines à la participation politique et plus conservatrices, elle montre que la participation quantitative des femmes est loin d'être négligeable tandis que leur participation qualitative – notamment informelle – est importante. Cette contribution ouvre finalement sur la nécessité de repenser la politique afin de rendre visible cette participation des femmes et de mettre davantage en lumière leur militantisme.

À partir des luttes menées par les auxiliaires de vie scolaire (AVS), Suzy Bossard nous donne à voir une reconfiguration des hiérarchies militantes à travers la division du travail entre des syndicalistes (hommes et stables) et des AVS (femmes et précaires). Elle montre comment la précarité spécifique de ces travailleuses du « *care à l'école* » – qui se matérialise aussi par l'absence de « collectif de travail » – imprègne sa marque sur les grammaires de leur contestation.

Cette précarité, de classe et de sexe, contrarie la pérennité de leurs mobilisations autonomes tandis que la tentation syndicale – source de victoires prud’homales – expose les AVS à des formes de délégitimation de leurs manières de militer.

Enfin, dans un squat « transpédégouine » observé par Sarah Nicaise, la mise en question de l’hétéronormativité<sup>7</sup> semble propice à une déstabilisation des rôles sexués dans l’organisation du travail domestique. En revanche, la contestation des normes de genre est (pour l’instant ?) sans incidence sur les relations de classe au sein du collectif, en particulier du groupe « gouines ». En effet, en dépit d’une organisation qui se veut « alternative » et horizontale, les tâches militantes décisionnelles restent tendanciellement accaparées par les mieux classées en termes d’origine sociale et de niveau de diplôme. Et pourtant, le processus d’engagement et de sélection des « gouines » engagées ne peut être appréhendé à partir des seuls effets du sexe et de la sexualité : le processus est aussi classé.

On retiendra de ce premier groupe de contributions que le recours à l’enquête ethnographique favorise la mise en évidence d’une épaisseur protéiforme de tâches militantes. Si le regard sociologique veut bien s’élargir, la division du travail militant apparaît comme bicéphale. Quand elle est structurée – et perçue – autour des seules tâches formalisées et de pouvoir, alors les rapports de domination trouvent matière à produire des hiérarchies militantes qui laissent dans l’ombre et dans une apparente inactivité les dominé-e-s de la lutte. Mais, dès que le travail militant englobe des tâches dites informelles ou des pratiques de perturbation de l’ordre militant routinisé, alors les dominé-e-s de la lutte sont tout autant « travailleurs » que les autres et dans des modes de participation qui ouvrent des espaces potentiels de résistance *dans et par* la lutte.

Dans cette dynamique bicéphale – domination/résistance – les mouvements progressistes pourraient puiser des « ressources de réflexivité » susceptibles de freiner le désengagement inhérent à la sécrétion de hiérarchies militantes naturalisées.

### ARTICULATION DES RAPPORTS DE POUVOIR ET MOUVEMENTS SOCIAUX

Une deuxième série de contributions ouvre sur la question de l’articulation des rapports de pouvoir dans la conduite des luttes. Les

---

7. Sur l’hétéronormativité, voir l’article de Natacha Chetcuti dans le n° 185 de *Raison présente* : « Sexualités, normativités », 1er trimestre 2013.

mouvements sociaux prennent-ils en charge cette question et selon quelles modalités ?

Irène Pereira s'intéresse aux conditions de construction d'une convergence des luttes. Pour penser le passage de la « pluralité » vers cette convergence, elle prend ici appui sur le « réseau de la gauche mouvementiste » française. Les pratiques militantes qui s'y déploient seraient porteuses d'une rupture avec la tendance à hiérarchiser les luttes. Par différentes « épreuves », chaque composante du réseau parviendrait à asseoir son autonomie et sa légitimité : il en résulterait des « valeurs partagées ». Finalement, Pereira insiste sur l'importance des luttes de reconnaissance par lesquelles chaque mouvement social tente d'obtenir le statut de partenaire légitime, autonome et égal au sein du réseau.

D'avantage axée sur les rapports sociaux, la contribution de Lena Catalan Marcos permet de voir la radicalisation – intrinsèquement sexuée – d'une lutte de classe au sein d'une Union Départementale CGT-FO. Celle-ci s'est simultanément prolétarisée, féminisée et radicalisée ces vingt dernières années. Or, ces trois processus sont liés : les fractions les plus prolétarisées de la classe ouvrière, dans lesquelles l'UD cherche à s'implanter, sont féminisées en raison de l'organisation sexuée du marché du travail salarié. Cependant, l'organisation reste structurée par des logiques patriarcales qui la rendent aveugle au sexe et au féminisme. L'auteure avance alors l'hypothèse d'une forme de « féminisme silencieux » qui viendrait radicaliser la lutte sur le front du conflit de classe. Reste à savoir quels peuvent être les effets de cette restructuration sur la conscience de sexe.

Dans une approche plus historique, Fanny Bugnon revient sur deux organisations allemandes – la Rote Armee Fraktion (1970-1998) et les Rote Zora (1974-1995) – qui ont articulé un féminisme radical, des « utopies révolutionnaires violentes » et le rejet des hiérarchies classiques « entre luttes générales » et « luttes spécifiques ». Cette rupture s'est notamment manifestée par le recours à la violence politique (féminine et féministe) ainsi que par le choix des cibles des Rote Zora. Cette contribution interroge surtout le silence social qui entoure le recours à la violence politique chez les femmes. Elle montre aussi comment la réaction majoritaire – notamment médiatique – à cette violence participe à la délégitimation d'un mouvement social qui vise l'émancipation.

Dans la contribution qui vient fermer ce numéro, Artemisa Flores Espínola systématise la manière dont le féminisme a pu « faire science ». D'abord, ce dernier a contribué au changement social en proposant une autre définition – sociologique – des sexes. Puis il a fait

œuvre épistémologique en questionnant à la fois le caractère androcentré de la production scientifique et les conditions de cette production. C'est au niveau de ces dernières que la question de l'articulation des points de vue – et donc des rapports sociaux qui les produisent – vient bousculer l'ordre scientifique routinisé. Plus précisément, selon la contributrice, le féminisme propose une science plus responsable fondée sur une « démocratie cognitive » qui s'appuie sur une diversité des points de vue.

On retiendra deux dynamiques de ce second groupe de contributions. D'une part, l'articulation des rapports de pouvoir ne va toujours pas de soi dans la construction des luttes : la contestation d'un rapport de domination n'entraîne pas magiquement la contestation des autres, si bien que la hiérarchie des luttes reste un horizon non dépassé. D'autre part, si les mouvements sociaux sont structurés par des dynamiques conflictuelles, il n'empêche qu'ils restent une « ressource émancipatrice » contre la domination...

### RÉFÉRENCES

Cossy Valérie, Pannatier Gaël, Perrin Céline, Roux Patricia (dir.), « Les logiques patriarcales du militantisme », *Nouvelles Questions Féministes*, 24 (3), 2005.

Fillieule Olivier, Mathieu Lilian, Péchu Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de la FNSP, 2009.

Fillieule Olivier et Roux Patricia (dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de la FNSP, 2009.

Kergoat Danièle, *Se battre, disent-elles*, Paris, La Dispute, 2012.

Kergoat Danièle, Imbert Françoise, Le Doaré Hélène, Senotier Danièle, *Les infirmières et leur coordination. 1988-1989*, Paris, Lamarre, 1992.

Neveu Érik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2002.

Nicourd Sandrine (dir.), *Le travail militant*, Rennes, PUR, 2009.

Pfefferkorn Roland, *Inégalités et rapports sociaux, Rapports de classes, rapports de sexes*, Paris, La Dispute, 2007.